

# “ Nous sommes impliqués et nous voulons le montrer! ”

**Antoine Leroyer**, président de l'Anepf pour 2020-2021, et **Athénaïs Ercker**, attachée de presse et coordinatrice du réseau, partagent leurs envies et leurs combats pour cette année à la tête de l'association étudiante.

**Une année de réforme placée sous le signe de la digitalisation.**

 Propos recueillis par Pierre-Hélène Disderot

## LA REVUE PHARMA : QUI ÊTES-VOUS ET QUELLES SONT VOS AMBITIONS ?

**Antoine Leroyer** : Je suis étudiant en 6<sup>e</sup> année, parcours officinal à Tours, je suis en césure pour ma présidence. Mon ambition, c'est de défendre les étudiants et leurs droits au plus haut. J'étais président de la corpo de Tours où j'ai administré l'Anepf pendant 2 ans, ce qui m'a permis d'avoir une expérience locale. Lorsqu'il y a des réformes qui concernent les études, il doit y avoir des étudiants à la table des négociations. Ces réformes les touchent de plein fouet, il faut les faire avec eux !

**Athénaïs Ercker** : Je suis en 5<sup>e</sup> année parcours officine à Strasbourg, j'ai aussi décidé de consacrer mon année à mon engagement associatif. J'étais dans une asso depuis 2 ans et je suis élue de mon UFR. J'ai voulu me lancer avec l'Anepf pour mettre en avant toutes les initiatives de nos étudiants, pour signifier à quel point nous sommes engagés et tout ce que nous pouvions apporter. Nous avons la chance d'avoir de nombreux profils d'étudiants, qui montent beaucoup de projets, c'est important de montrer que nos étudiants ont du talent et sont investis pour leur futur métier.

## QUELLE IMAGE VOULEZ-VOUS DONNER DE L'ANEPF ?

**AL** : L'image d'une structure qui est présente pour les étudiants, pour les défendre et les représenter. Nous voulons perpétuer les bonnes relations que nous avons avec

notre réseau local et le mettre en lumière au niveau national.

**AE** : Le confinement et la crise sanitaire ont montré que les étudiants étaient engagés et prenaient part aux enjeux actuels. Entre ceux qui font des gardes au Samu, ceux qui pratiquent des prélèvements nasopharyngés ou ceux qui ont donné des coups de main aux équipes officinales. Nous sommes impliqués et nous voulons le montrer !

## QUELS ENVIES ET PROJETS PARTICULIERS POUR CETTE ANNÉE ?

**AL** : L'un des projets phares est de travailler sur le numérique en santé, nous avons d'ailleurs décidé de pérenniser le poste au sein de notre bureau. Le digital s'est énormément développé pendant la crise. Les facs ont dû mettre en place le travail à distance et elles n'étaient pas toutes au même niveau. Il y a un véritable enjeu de ce côté-là. Un des autres projets est le travail au niveau européen. Nous nous rapprochons de nos voisins, notamment de l'Allemagne et des pays nordiques, pour comparer nos pratiques et voir ce qui pourrait être applicable dans nos études.

**AE** : Nous avons organisé un séminaire sur le numérique ainsi qu'un Hackaton pour réinventer la pharmacie numérique. Ce sont des thématiques très importantes pour nous.

**AL** : Dans certaines facs il existe même des officines virtuelles pour mettre en pratique nos cours. Ce sont des projets qui peuvent

s'exporter. De plus, dans notre future pratique, entre la téléconsultation et le télésoin, nous allons être confrontés au numérique. Il faut donc que les étudiants soient préparés.

## COMMENT SE PASSE LA RÉFORME DE LA PREMIÈRE ANNÉE EN CE MOMENT ?

**AL** : Nous voulons accompagner les différents types d'étudiants en première année, les redoublants de Paces, les étudiants en LAS et en Pass. La réforme a été faite pour diversifier les profils, il y a donc plusieurs parcours d'entrée aux études de santé, dont un après licences spécifiques. Les enseignements comportent des matières communes aux études de santé ainsi que d'autres matières variées, comme du droit, de l'informatique, etc. À terme, ces étudiants pourront rentrer dans les études de pharmacie. Cette année, il y a toujours un concours pour les redoublants avec *numerus clausus*.

**AE** : Le vrai changement par rapport au *numerus clausus*, c'est que désormais il y aura consultation avec l'ARS pour que le nombre de professionnels de santé soit adapté au territoire. L'objectif des examens est d'évaluer non seulement les compétences scientifiques, mais aussi les qualités humaines.

## COMMENT JUGER DE CES QUALITÉS HUMAINES ?

**AE** : C'est complexe, mais il y aura des épreuves orales pour tester la motivation et le projet des étudiants. Le profil des personnes sera davantage pris en compte, on ne verra pas que les croix des QCM.

## ÊTES-VOUS SATISFAITS DE CETTE RÉFORME ?

AL : Nous ne pouvons pas nous prononcer, car nous n'avons pas encore de *feedback*. Nous sommes très vigilants. Il y a eu beaucoup plus d'étudiants cette année, car beaucoup plus de personnes ont eu leur bac. Il va falloir faire attention à ce qu'aucun ne soit laissé de côté. Le plus important pour nous, c'est d'éviter le gachis de la Paces.

AE : C'est un double stress pour les étudiants entre la réforme et les conditions sanitaires. Les enseignements sont d'autant plus bousculés et la question du bien-être est centrale.

## L'APPLICATION DE CETTE RÉFORME DÉPEND EN PARTIE DES DOYENS, EXISTE-T-IL UNE FORTE HÉTÉROGÉNÉITÉ TERRITORIALE ?

AL : Nous sommes en lien avec tous les doyens pour veiller à ce que la réforme se passe bien. Nous devons déterminer combien il y aura de places en LAS et Pass... C'est un travail de longue haleine ! Nous sommes très vigilants, mais c'est à la fin de l'année que nous pourrons le mieux évaluer la mise en place. Et, à ce moment-là, s'il faut monter au créneau, nous monterons au créneau !

## Y A-T-IL DES CHOSES EN FAVEUR DE L'INTERPROFESSIONNALITÉ ?

AL : Bien sûr. Nous faisons déjà le service sanitaire pour les études de santé en interpro, chez nous à Tours, cela se fait avec les sages-femmes. C'est clair que nous ne pourrons plus travailler dans notre coin. À l'Anepf, nous travaillons déjà avec les représentants des autres filières étudiantes en santé. C'est une dynamique qui est en train de s'installer, il faut la perpétuer. Si l'on arrive à instaurer la dynamique au niveau national, le régional suivra.

“ C'est un double stress pour les étudiants entre la réforme et les conditions sanitaires. ”



Athénaïs Ercker et Antoine Leroyer

“ La réforme a été faite pour diversifier les profils, il y a donc plusieurs parcours d'entrée aux études de santé. ”

## VOUS AVEZ COMMUNIQUÉ SUR LE PRIX EXORBITANT DE LA RENTRÉE, 2 500 € EN MOYENNE PAR ÉTUDIANT. QUELLES ACTIONS METTRE EN PLACE POUR ÉVITER LA PRÉCARITÉ ?

AE : Nous avons organisé une semaine du bien-être, il y avait de nombreuses formations, comme pour la vaccination, mais aussi les risques psychosociaux, notamment liés à la précarité. Nous avons aussi proposé des séances de sport à la maison, pour montrer que, même avec peu de moyens, on peut se maintenir en forme. Il y avait également des ateliers culinaires avec des recettes saines et abordables. Nous avons rappelé les droits et les aides sociales disponibles pour les étudiants, notamment via le journal de l'Anepf. Il existe aussi une plateforme : **VosDroits.fr** pour que les étudiants puissent venir chercher de l'aide auprès de nous.

## DURANT CETTE SEMAINE DU BIEN-ÊTRE, VOUS AVEZ SENSIBILISÉ SUR LES VIOLENCES SEXUELLES, EST-CE UN PROBLÈME DANS LES FACULTÉS DE PHARMACIE ?

AL : Lors de notre dernière AG, nous avons voté pour la création d'une *task force* « violence sexiste et sexuelle », car nous devons développer ce travail au sein de l'Anepf. Comme dans tous les milieux, il existe des violences et du harcèlement et il faut sensibiliser les étudiants à ces sujets. C'est quelque chose qui nous tenait à cœur ! Les étudiants sont très contents que nous en parlions enfin.

AE : C'est une problématique sociétale d'actualité, c'est vraiment important de se l'approprier. Nos études nous ouvrent l'accès à beaucoup de milieux, dans lesquels nous pouvons faire face à ces problèmes. Ce ne sont pas des sujets évidents à aborder, et cette année, nous avons décidé de nous y consacrer pleinement ! •